

25 janvier 1994 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Mitterrand, Président de la République, sur la revitalisation des quartiers d'habitat social, la lutte contre le chômage et l'exclusion sociale, et sur les bouleversements géopolitiques en Europe, Nantes le 25 janvier 1994.

Monsieur le maire,

- mesdames et messieurs,

- A l'instant, le maire de votre ville nous a rappelé une visite récente que j'effectuai dans l'autre ville voisine dont il était à l'époque le premier magistrat, Saint-Herblain, et il a également rappelé qu'il s'agissait d'inaugurer une opération de réhabilitation, celle que vous appeliez du Sillon de Bretagne. Nous restons dans la tradition aujourd'hui car la transformation de ce grand ensemble marquait une étape dans la revitalisation des quartiers d'habitat social.

- Les élus, les maîtres d'ouvrage, les architectes, vous tous, quand vous avez commencé en 1983, vous étiez des pionniers mais votre démarche, heureusement, a depuis lors fait largement école : dialogue avec les habitants pour repenser cet habitat, recherche d'une architecture davantage en harmonie avec l'environnement, mariage heureux sur un même site entre des logements, des bureaux, des commerces et tout simplement la vie quotidienne, la marche de la ville, sa respiration. Je vous avais promis de revenir. Vous m'en avez donné l'occasion en m'invitant à cette inauguration à laquelle nous avons procédé ce matin, de la cité de l'Abbé Pierre qui, comme vous le savez, a été reconstruite et en même temps nous avons inauguré les équipements collectifs du Pôle Santos Dumond. En découvrant ces réalisations et après avoir pu parler grâce à vous avec les habitants et les représentants des associations, c'était tout à fait authentique, je crois pouvoir affirmer qu'ici on a bien travaillé. Les résultats sont là. Les quartiers se sont transformés au cours des cinq années passées grâce à beaucoup de gens et à des institutions, grâce à l'Etat, grâce aux élus et bien sûr grâce au concours - je parle là des quartiers intéressés directement - de leurs 15000 habitants. A l'expérience, il se confirme bien que l'association des habitants est une condition nécessaire pour la réussite de telles opérations. C'est une des grandes leçons que nous avons apprises où s'il faut une impulsion centrale sans aucun doute - et l'harmonie nationale tient pour beaucoup à l'existence d'un Etat organisé représenté partout - il n'empêche que c'est dans cette volonté exprimée des habitants partout où ils se trouvent que se trouve la chance de demain. Si nous voulons transformer tous les quartiers qu'il faut changer en tout cas comme ceux-ci, instituons pour commencer une véritable démocratie locale. C'est ce que j'avais désiré lorsque j'avais demandé au gouvernement de l'époque, en 1981, celui de M. Pierre Mauroy, de mettre en chantier ce qu'est devenu la décentralisation.

Moi, je suis personnellement fidèle à une tradition républicaine qui respecte le rôle de l'Etat. Mais on ne tenait peut-être pas suffisamment compte de l'évolution des techniques, des moyens de communication, de la rapidité des transports et diriger la France dans les années 1980 comme on le faisait au cours des siècles passés, alors qu'il est si facile d'aller d'un endroit à l'autre, ne nécessitait pas, je le pense, le maintien d'une administration de type napoléonien, je pense au premier Napoléon, et exigeait davantage le concours de ceux qui sont élus d'abord et

connaisseurs de la matière qu'ils traitent, mais aussi de la population tout entière et par le nombre immense de ces bénévoles, de ces qualités disponibles. Je pense que le type de démocratie à laquelle nous sommes attachés et qui se développera au cours du siècle prochain tient à ce secret-là. Ou on le fait naître, ou on le comprend, ou bien on redivisera de nouveau, on séparera des sociétés qui n'en ont guère besoin. C'est pour que les habitants de ces cités puissent vivre cette démocratie locale que se sont mis au travail - je rappelle leurs noms parce qu'ils le méritent - Hubert Dubedout et les équipes du développement social des quartiers, Gilbert Bonnemaïson et les conseils communaux de prévention de la délinquance, Bertrand Schwartz et les missions locales pour l'insertion des jeunes. Voilà des exemples qu'il ne faut pas oublier. Avec eux puis avec ceux qui les ont suivis, parmi lesquels vous êtes, la politique de la ville a pris de l'ampleur. Cela a également commandé ma propre réflexion lorsque j'ai demandé au gouvernement de comprendre dans ses rangs un ministre de la ville. On pensait bien entendu surtout aux quartiers suburbains puisque les générations précédentes avaient déjà conçu l'urbanisme des vieilles cités et avaient commencé de développer des pôles autour de ces cités. Je crois que c'est devenu l'une des priorités des gouvernements successifs. Je pense qu'elle le restera dans la mesure du moins où nous n'aurons pas réglé un problème, si difficile auquel il faut s'attacher avec beaucoup d'énergie et qui regroupe tout de même au total 80 % de Français. C'est ce que vous tentez vous-mêmes par la présence renforcée, améliorée de tous les services publics et d'abord de l'école, de celle qui suscite les espoirs des Français, qui attendent d'elle et ils ont raison, l'égalité des chances et la préparation d'un métier. Par la réponse aussi à une autre aspiration forte des habitants, celle de la sécurité dans le respect du droit : sécurité et respect du droit doivent être intimement associés sans quoi vous voyez bien tout de suite les dérapages dûs à un souci qui deviendrait maniaque de la sécurité et qui développerait des peurs inutiles. Le respect du droit reste toujours notre règle ou bien nous quitterions le rang des pays vraiment civilisés. Alors il faut des fonctionnaires de police qui connaissent les quartiers, leurs habitants, qui pratiquent la prévention et la médiation plutôt que la sanction. Tout ceci n'est possible que s'il existe des citoyennes et des citoyens vivant là, qui apportent le concours de leur jugement et de leur savoir.\

Je pense aussi à tous les services collectifs animés et financés par les collectivités locales, les organismes sociaux, les associations. Tous ces services collectifs qu'on appelle de proximité améliorent aussi la vie des familles, des enfants comme des plus âgés. C'est ce que vous avez su faire & je viens de le constater lorsque j'ai visité les établissements des quartiers Santos Dumond. J'ai rencontré ce matin les représentants de ces associations, je les ai surtout écoutés, j'ai mesuré leur rôle dans la gestion de ces équipements, en particulier un restaurant social, un club sportif, j'ai vu aussi ceux qui agissaient pour l'insertion des jeunes, pour l'emploi car c'est bien sûr là que se trouvent les problèmes les plus graves.

- De très nombreux jeunes ne trouvent pas d'emploi, qui serait un premier emploi. C'est qu'à Nantes le chômage atteint un pourcentage important : 20 %. Et pourtant, il est probable que dans ces villes, là comme ailleurs, des emplois et des services peuvent être créés pour améliorer la vie quotidienne, la sécurité des habitants, l'environnement - mais ce n'est pas le sujet que je veux traiter. C'est un problème tellement vaste, tellement difficile sur lequel nous devons avoir une sorte de compréhension mutuelle. Voilà l'exemple d'une tâche nationale, la lutte contre le chômage, qui doit dépasser les clivages et les luttes, ce qui n'interdit pas les critiques lorsque le chômage résulte de choix sociaux qui seraient des choix d'inégalité ou d'injustice.

- C'est évidemment vers des voies nouvelles qu'il faut aller. C'est vous, mesdames et messieurs, et je m'adresse surtout à ceux que j'ai eu la chance de rencontrer ce matin, c'est par votre action que ces choses se feront. Alors je veux rendre hommage au-delà de vos personnes aux militants d'action locale comme aux représentants des services publics qui vivent parmi vous et qui sont en première ligne, qui accomplissent, et je tiens à témoigner pour eux, un travail exemplaire. La politique de la ville repose pour une large part sur chacun et sur tous car, malgré le travail entrepris, les progrès réalisés, vous savez bien que la situation reste angoissante, qu'elle appelle des actions urgentes, qu'on ne peut relâcher l'effort, qu'on cherche encore où cet effort doit

porter sa priorité, tant sont nombreuses et difficiles les questions qui se posent. On pensait bien

porter par priorité tant sont nombreuses et difficiles les questions qui se posent. On aperçoit bien des raisons d'espérer. C'est d'ailleurs tout le monde industriel occidental qui se trouve intéressé par la chose, ce n'est pas la France en particulier, mais nous Français nous sommes ici et c'est naturellement notre premier souci, la France a souvent été dans cette affaire victime d'une évolution qui est partie d'ailleurs et qui a fini par gagner un pays comme le nôtre qui après tout est parfaitement capable de trouver en lui-même des solutions.\

Monsieur le maire, je dois vous dire que vous avez fait beaucoup pour la politique du logement à Nantes et dans les quartiers nord, du moins je vous parle de ce que je connais car je suppose que vous n'avez pas oublié les autres. Vous avez agi, grâce à l'aide importante de l'Etat, avec l'Office de la Ville que vous présidez. Avec ces 23000 logements, cet office est l'un des plus importants de France et vous avez rappelé que c'était aussi l'un des plus anciens puisque après celui de La Rochelle il a été créé en 1913. Vous avez déjà réhabilité 6000 logements, 5000 sont encore en attente, chiffres qui pourraient n'avoir rien d'exceptionnel mais qui marquent bien l'orientation que vous avez choisie. Et puis, il n'y a pas que le nombre, il y a aussi la méthode. Les réalisations que nous avons visitées sont remarquables en cela. La reconstruction par exemple de la cité de transit de l'Abbé Pierre, vous ne pouviez pas laisser dans leur mauvais état ces 46 logements datant d'après la guerre et pourtant, en discutant avec les habitants, on comprend que ces personnes très attachées à leur quartier n'avaient pas envie de s'en aller, d'être comme expatriées. Il fallait réunir tous ces besoins dans une synthèse, les espaces familiaux, les besoins individuels, la nécessité de l'urbanisme. Vous avez décidé de refaire ces logements au même endroit et dans le même esprit et on voit combien vous avez eu raison.

- Je pourrais continuer comme cela longtemps sur ce thème puisque c'est celui que nous avons choisi au cours de cette visite à Nantes. En tous cas, il faut cesser de construire le logement comme s'il était seulement un produit industriel banalisé. Il faut apprendre de plus en plus à faire du sur mesure au bon endroit, des logements qui répondent à la diversité des demandes et des besoins. C'est comme cela que la génération qui monte trouvera une première réponse, elle en trouve si peu dans la société que nous lui léguons. Il y a aussi un aspect très spectaculaire de votre action, c'est le tramway. Le tramway, tout le monde m'en parle, il a une popularité à Nantes tout-à-fait remarquable. Vous m'avez fait parcourir quelque 15 kilomètres avec ce tramway mais j'ai trouvé que c'était confortable, que ce que l'on apercevait à partir des fenêtres, c'est-à-dire la ville dans ses quartiers lointains comme dans son centre était suffisamment remarquable pour que vous ayez aussitôt songé à organiser tout ce qui était autour. En somme cela a été un moyen, un prétexte, une occasion de donner à votre ville une unité et, entre les quartiers universitaires en particulier et le centre-ville, chacun se sent sans doute Nantais, fier de sa ville, de sa région et pas si mécontent de ceux qui s'en occupent si j'en juge par l'accueil de la population.

- Ce sont des sujets très importants que nous traitons ici. Je voudrais que dans l'ensemble de la France, il y ait partout comme à Lyon, Bordeaux, Lille, Marseille, Nantes des régions où véritablement un modèle de civilisation parviendra à s'établir. C'est ce que l'on appelle la politique d'aménagement du territoire. Un ministre et plusieurs ministres s'y consacrent & la politique de la ville ne s'oppose pas à l'aménagement du territoire, au contraire, mais doit la compléter. Simplement, il s'agit de répondre à des besoins différents selon le lieu où l'on vit, où l'on travaille, quand on travaille, et où l'on bâtit sa famille. Je voulais vous dire cela parce qu'au cours de ce rapide trajet à travers Nantes, j'ai trouvé diverses matières à réflexion.\

On m'a beaucoup parlé de l'exclusion. On a tous parlé du chômage, de cette sorte de sanction imméritée qui pèse sur des millions de gens en France, plus de 3 millions, des millions de gens en Europe communautaire, plus de 15 millions et dans l'ensemble de nos sociétés, celles qui répondent au type même de celle où nous vivons. Alors on s'interroge. On se dit : pourquoi ne serions-nous pas capables vous et moi, chacun où il se trouve, d'apporter un élément de réponse ? Est-ce une rupture de société, une incapacité d'une génération, de plusieurs générations ? Sommes-nous voués à connaître les déchirements, les bouleversements qui seront inévitablement entraînés par l'absence de réponse à la question du travail et c'est autour de ce problème que je voudrais aussi que s'affirmât davantage un profond sentiment d'unité nationale. Je ne suis pas

venu prêcher à Nantes l'unité de notre pays. Ce sentiment habite chacun d'entre nous dans les grandes heures de sa vie, quand on sent bien que le sort individuel et le sort collectif se confondent, quand la patrie est menacée, quand le danger menace une vallée - un ouragan, une inondation, les incendies -, quand le mal gagne indistinctement.

- On sent bien qu'on est du même pays, qu'on parle le même langage, quelles que soient les différences, trop sensibles, de caractère social ou culturel. Il n'en reste pas moins là une force qui reste à travers les siècles et qui a fait la France.

- Alors veillons à préserver cette capacité, cette chance d'unité tout en respectant bien entendu la diversité, j'allais dire l'extrême diversité, des opinions françaises et qui sont l'un des plus beaux fleurons, le fleuron de notre démocratie. C'est une conquête et ça n'a pas été si facile.

- J'avais fait cette réflexion et je me disais quand même : il n'y a pas que des intentions, il faut aussi des méthodes sur la manière de se conduire et de conduire une société. Sur le plan des individus, quel que soit le domaine où l'on se trouve, s'il n'y avait pas une loi nationale qui s'impose à tous et une solidarité ou une unité nationales que chacun ressent naturellement, où en serions-nous ?

- Seule cette solidarité empêchera que le fort soit toujours plus fort au détriment du faible, du pauvre, du démuné ou de l'abandonné, qui sera toujours le plus faible.

- Ce que l'on appelle l'espérance, c'est de pouvoir sortir de là et d'en finir avec cette dialectique impossible dans laquelle toutes les civilisations se perdront. Et je me faisais la même réflexion, j'entendais le long de ce parcours des femmes et des hommes qui disaient : Sarajevo, la Bosnie, qui ont dans le regard l'image des atrocités que diffusent chaque jour les moyens de communication.

- J'ai même été témoin dans cette ville dont je vous parle de quelques scènes d'épouvante. Mais quelle solution et quelle réponse ? J'en appelais tout à l'heure à la loi nationale, à l'autorité de l'Etat, en même temps qu'à la diversité des initiatives locales et je vous disais là aussi en face des exclusions : il faut que la collectivité nationale s'organise pour défendre le faible contre le fort, comme c'est malheureusement nécessaire.\

Et sur le plan international, il faut une loi internationale sans quoi on constatera demain, après-demain, chaque année qui va venir, qu'en face de l'explosion d'une large partie de l'Europe sur notre continent, il ne reste qu'un pôle solide, celui de l'Europe communautaire qu'on appelle l'Union européenne qui s'est dotée, avec le Traité de Maastricht, d'un instrument pour que 340 millions aujourd'hui d'Européens puissent se retrouver sans frontières pour leurs marchandises, pour les personnes, pour les idées, sans frontières. Mais au-delà de ce monde-là, les frontières existent. Elles coupent l'Europe en deux & elles laissent hors du champ de l'action : 150 à 200 millions de nos frères d'Europe et là c'est l'explosion, l'émiettement. Songez que depuis simplement le début de ce siècle, on a vu disparaître - je le répète partout mais il faut que cette image s'inscrive dans les cerveaux -, on a vu s'effondrer six empires qui tenaient l'Europe : l'empire ottoman & l'empire austro-hongrois, le premier avant la guerre de 1914, le deuxième à l'issue de la guerre de 1914-1918 & deux empires allemands, l'un à la fin de la première guerre, l'autre à la fin de la deuxième guerre & deux empires russes, l'un à l'issue de la révolution de 1917, l'autre avec l'effondrement sur lui-même, sans bourrasque, sans mouvement, je veux dire sans guerre, sans révolution, sans coup d'état, sans rien, de l'immense empire qui a marqué notre jeunesse, l'autre empire, l'autre partenaire de la guerre froide, l'autre bloc qui nous paraissait si étranger et par sa philosophie, et par son économie, et par sa politique et par sa façon d'être.

- En l'espace de quelques semaines, tout cela s'est effondré. Je m'en suis réjoui, comme vous sans doute. Quelle victoire pour la liberté, quel immense événement, le plus important sans doute qui se soit produit depuis la fin des guerres générales, peut-être le plus grand événement depuis la révolution française. Mais si nous avons assisté à tout cela, c'est pour en tirer des enseignements, du moins je le suppose.

- Partout ailleurs, partout où la communauté que nous avons, nous, construite, n'existe pas, presque partout, c'est l'explosion. C'est d'abord le réveil tout naturel des nations qui existaient

avant leur asservissement, des patries broyées par le temps, mais aussi le réveil des ethnies, l'envie, le besoin, l'ambition d'être soi-même partout. Aurons-nous une Europe composée de 150 Etats ? De 40 nouveaux Etats, que l'histoire n'avait jamais connus et qui viennent tout simplement du délabrement où les laisse la fin du XXème siècle.

- Voilà quelques réflexions qui me venaient à l'esprit, mais il faut une loi internationale pour régler tout cela. Les Sarajevo, vous les connaîtrez un peu partout, si la loi du plus fort est la règle internationale, si les Nations unies ne parviennent pas à se faire entendre, si les nations civilisées sont hors d'état d'apporter des règles de paix et de réconciliation. Alors, quel immense recul ! Et après avoir crié tout ensemble "vive la liberté", ceux qui l'ont attendue pendant un demi siècle, ou trois-quarts de siècle, qui ont souffert des camps de concentration, ceux qui ont vu périr dans la douleur et la torture les leurs, leurs parents, leurs frères, leurs enfants s'éloigneront de la liberté et cesseront d'y croire.\

Mais le besoin d'assurer une vie quotidienne décente, de disposer d'un minimum de salaire ou de travail, de disposer d'un peu de sécurité, de garantie sociale, de protection fera que le système auquel nous aspirons sera répudié : à tort, sans aucun doute. Seule, l'alliance de la liberté et de la solidarité, j'allais dire de l'égalité, dans la mesure où il s'agit d'une oeuvre si difficile à bâtir, mais au moins de la volonté de l'égalité des chances, seule cette alliance-là sauvera la civilisation que nous avons construite. Tous ces propos, à l'occasion d'une inauguration de quelques maisons, de l'aménagement d'un quartier, de la traversée des villes par des moyens modernes et beaux, vous me direz pourquoi ? Quel est le rapport ? C'est parce que quand on se trouve au coeur de Nantes, on sait tout de même ce qui s'est passé à travers les siècles, quelle vie souvent forte et raffinée dans tous les secteurs de la société. Le raffinement n'existe pas qu'au plus haut, il existe souvent dans un humble travail, le goût du travail fini, et dans cette région, on sait de quoi je parle.

- Voilà pourquoi je continue de croire et d'espérer. Monsieur le maire, mesdames et messieurs les conseillers municipaux, laissez-moi vous le dire, que ce que vous m'avez permis de voir ce matin, m'ancre dans cette conviction que tout reste toujours à espérer.\